



Nanterre, le jeudi 27 avril 2017

SNUipp-FSU 92

Monsieur le Directeur Académique,

Nous avons appris avec surprise que vous alliez quitter votre fonction d'ici quelques jours. Nous tenions à exprimer notre inquiétude : vous ne serez plus présent pour les écoles et pour les enseignants lors d'opérations administratives aussi importantes que le mouvement et la carte scolaire. Nous espérons vivement que le fonctionnement du département, qui se trouve dans une situation difficile, ne sera pas déstabilisé par cette mutation de DASEN 2 mois avant la fin de l'année scolaire.

Cette CAPD a pour ordre du jour les départs en formation CAPPEI, l'octroi des congés formation et la liste d'aptitude au corps des PE.

Nous continuons à déplorer le peu d'ETP attribués aux demandes de congé formation. En effet, dans un contexte où les enseignants du département voient leurs droits réduits depuis plusieurs années, le congé formation est une des seules possibilités offertes aux collègues pour envisager un autre déroulement de carrière, une reconversion professionnelle ou d'autres projets pour l'avenir. Pour le SNUipp-FSU, ces possibilités devraient être augmentées de façon significative.

D'autre part, pour le SNUipp-FSU, la mise en place du CAPPEI représente un recul pour la formation spécialisée des enseignants du premier degré. La référence à l'enseignement adapté disparaît, alors que la construction de l'école inclusive est renforcée. En plus de la baisse du nombre d'heures de formation et de la mise en place du tronc commun, cette nouvelle formation développe la dimension de personnel-ressource des enseignants spécialisés, au détriment des pratiques d'aide directe auprès des élèves. Pour la délégation du personnel, et nous l'avons déjà dit lors des opérations de carte scolaire, il est dangereux et contre-productif de privilégier les rôles d'encadrants et de personnel-ressource, au détriment des personnels qui sont à l'œuvre auprès des élèves, des familles et des enseignants au cœur du terrain. L'école qui se doit d'être désormais inclusive, a la lourde responsabilité d'accueillir une très grande hétérogénéité d'élèves, dont les plus vulnérables et un immense défi à relever : celui de les faire tous réussir. Elle ne doit pas être fragilisée par des pressions accrues de toutes parts. Au contraire, elle doit être renforcée par la présence de personnels qualifiés et expérimentés. Des RASED complets et disponibles dans les écoles, plus de maîtres que de classes, plus de temps pour travailler ensemble et s'ouvrir sur les partenariats, (notamment avec le secteur médico-social dont l'expérience et les savoir-faire sont une immense richesse). C'est une condition nécessaire pour permettre à tous les élèves dans leur immense diversité, d'apprendre et de se développer tous ensemble, dans le respect de leur rythme propre et de leurs besoins particuliers. Nous ne voulons pas, dans cette école complexe, voire paradoxale, laisser les enseignants seuls dans leur classe souvent chargée, sans formation solide avec pour seul accompagnement des collègues-ressources qui viennent les observer et leur donner des conseils. Les enseignants n'ont pas besoin de cette aide-là. Pour travailler ensemble en toute confiance et dans un climat serein, ils ont besoin de croiser les regards avec des pairs, qui travaillent directement avec leurs élèves et peuvent partager leur expérience.

La situation dans les écoles du département est tendue. De plus en plus fréquemment, des écoles sont mises à mal et parfois empêchées de fonctionner car un élève ou un petit groupe d'élèves ne parvient pas à supporter le cadre scolaire. Face à ces problématiques en écho avec un climat social actuel très tendu, l'administration a très peu de solutions à apporter. Dans ce contexte, il est vital que des enseignants formés puissent prendre soin de nos élèves et de l'école.

Nous dénonçons le fait qu'une politique ambitieuse des RASED ne soit pas relancée au niveau national et au niveau départemental. Nous demandons à minima que tous les enseignants ayant demandé à partir en formation et remplissant les conditions requises puissent le faire.

La situation tendue des écoles est aggravée par la crise récurrente du remplacement depuis plusieurs années. Actuellement, dans certaines communes, les remplacements courts ne sont plus assurés et les remplacements longs le sont dans un délai de plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Tous les jours, les classes sont surchargées par les élèves des collègues non remplacés. Les conséquences sur le fonctionnement des écoles sont graves : classes surchargées, conditions d'apprentissage des élèves dégradées, épuisement des élèves et des enseignants, tensions, conflits, dégradation du climat scolaire. Cette situation récurrente est catastrophique pour l'image du service public d'éducation. Les parents sont légitimement inquiets et mécontents. Les enseignants et les directeurs d'école sont confrontés à cette colère quotidiennement. Ils sont en première ligne pour assumer un dysfonctionnement dont ils ne sont pas responsables. Nous demandons des solutions d'urgence et des solutions à plus long terme pour permettre aux enseignants et à leurs élèves de travailler dans de meilleures conditions.